

# Quand, soudain, le FMI plaide pour taxer davantage les riches

Une préconisation qui va à rebours de ce que mettent en place de nombreux gouvernements, des États-Unis à la France.



Emmanuel Macron et Christine Lagarde en mai 2017 | PHILIPPE WOJAZER / POOL / AFP

Le Fonds monétaire International (FMI) devrait publier une étude qui va faire date: elle promeut une hausse des impôts pour les plus riches. Cette hausse, disent les économistes du Fonds, ne remettra pas en cause la croissance. Au contraire même, c'est l'inégalité excessive qui la pénalise, a expliqué Christine Lagarde, directrice générale dans un discours à Harvard.

La croissance mondiale s'enracine, dit-elle, tous les pays se trouvent tirés vers le haut, c'est le bon moment "pour réparer le toit". L'économie a besoin d'être plus "inclusive" c'est-à-dire de se préoccuper des inégalités et des laissés-pour-compte.

Thomas Piketty n'est pas devenu le chief economist du Fonds mais ce qu'il réclame depuis des lustres commence à trouver un écho de plus en plus favorable, y compris donc au FMI. On l'aura compris, le *pikettyisme* ne touche pas les gouvernements. Donald Trump s'apprête à faire le contraire: abaisser les taux d'imposition, ce qui ne va profiter, selon les calculs des Démocrates, qu'aux 1% les plus aisés. En Europe, Theresa May veut abaisser les impôts des entreprises; en France, Emmanuel Macron veut faire de même pour les aligner sur les niveaux des pays concurrents et il réduit en parallèle les taxes sur les gains de capitaux. Partout, la concurrence fiscale entre pays joue encore à plein pour tirer vers le bas les impositions les plus élevées.

## Il devient urgent de changer de cap

Mais l'idée que cette descente généralisée est devenue mauvaise se répand. Les économistes, comme ceux du FMI, rappellent que les taux d'imposition très élevés dans les années 1950 ou 1960 n'ont pas bridé une croissance alors deux fois supérieure. Les inégalités excessives, en revanche, menacent les fondements des pays et entravent leur dynamisme. La baisse des impôts aux États-Unis ne conduira pas à une création massive d'emplois, écrit Lawrence Summers, ancien conseiller de Bill Clinton dans le *Financial Times*. Il admet que des taux fiscaux peuvent être parfois punitifs pour les investissements. Mais il ajoute que les grandes firmes ont déjà les caisses remplies, elles ne savent que faire de leur argent, et que les taux d'intérêt sous les 2% offrent déjà du capital pas cher à n'en plus pouvoir.

► À LIRE AUSSI [Les thèses de Piketty invalidées par un économiste du FMI? Pas si sûr](#)

En outre, ajoute Summers, la baisse des impôts de Trump va creuser les déficits publics et ternir l'avenir, ce qui va contre l'objectif d'accroître les investissements. Il note enfin que la Bourse est déjà très haute et que l'argent supplémentaire ne servira qu'à surrémunérer des dirigeants injustement. Bref, conclut le professeur Summers, il est temps "d'aller dans l'autre sens".

"Réparer le toit", précise Christine Lagarde, c'est investir dans les écoles, dans les transitions énergétiques, dans les crèches pour inclure les femmes dans le monde du travail: autant de politiques qui sont nécessaires pour consolider la croissance future et mieux la répartir.

*"Si les femmes avaient un taux d'activité égal à celui des hommes, la croissance serait plus élevée de 5% aux États-Unis, 27% en Inde et 34% en Egypte", a fait calculer Mme Lagarde.*

Mais pour tout cela il faut que les États aient de l'argent. Beaucoup de moyens sont possibles pour atteindre ce but, comme la lutte contre la corruption et de meilleures gestions publiques, mais une prise de conscience s'opère pour que cesse la course mondiale à la baisse des impôts les plus hauts, une spirale vers le bas devenue néfaste à l'économie.

## La France doit (encore) rattraper son retard

En France, l'étude du FMI va tomber pile au moment de la discussion budgétaire: les opposants aux projets fiscaux d'Emmanuel Macron n'attendaient sûrement pas un tel renfort de choix et de poids qu'est le FMI. Le gouvernement déjà en peine aura bien du mal à expliquer qu'en France, il ne s'agit que d'un rapprochement vers les autres pays et que les impôts resteront encore bien plus élevés qu'ailleurs.

La difficulté est générale pour Emmanuel Macron qui arrive au pouvoir dans un pays où les réformes auraient dû être faites il y a des décennies. Lui doit faire un travail de politique de l'offre, de regain de la compétitivité, à un moment mondial où le vent tourne à gauche contre le capitalisme trop inégal et peu efficace en croissance. Le message: la France doit rattraper son retard dans un sens –celui favorable au capital– quand les organismes internationaux et les économistes commencent à tirer "dans l'autre sens", relève de la pensée complexe. Macron a raison mais l'expliquer n'est décidément pas facile.

## À LIRE SUR LE MÊME SUJET:

- Les inégalités, meilleures ennemies de la croissance
- Comment la hausse des inégalités alimente le changement climatique
- Le capitalisme "prédateur", catalyseur de l'extrémisme politique et religieux